KAIENBURG, Hermann, *Konzentrationslager und deutsche Wirtschaft 1939-1945*

Jean Solchany

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1342>

DOI : 10.4000/ifha.1342

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Jean Solchany, « KAIENBURG, Hermann, *Konzentrationslager und deutsche Wirtschaft 1939-1945* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2000, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1342> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1342>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

KAIENBURG, Hermann, *Konzentrationslager und deutsche Wirtschaft 1939-1945*

Jean Solchany

- 1 Si elle constitue dès les premiers temps du nazisme l'une des dimensions essentielles de la réalité concentrationnaire, l'exploitation économique des détenus prend une importance nouvelle au cours de la guerre, lorsque la population incarcérée commence à croître de façon exponentielle, passant de 70 000 personnes en mars 1942 à 224 000 en août 1943 et à 714 000 en janvier 1945. En mars 1944, le système concentrationnaire est composé de vingt camps principaux dont dépendent une multitude de camps satellites, souvent implantés dans des sites très éloignés de leur camp de rattachement. Longtemps simple modalité de la répression mise en œuvre dans le cadre fermé et autarcique du camp de concentration, l'exploitation économique des détenus est devenue une nouvelle raison d'être du système concentrationnaire dans les trois dernières années de son existence. Quelles ont été les instances impliquées dans cette évolution ? Quel a été le degré de responsabilité des entreprises ayant eu recours à cette forme d'exploitation particulièrement inhumaine et meurtrière ? En bref, comment une réalité aussi abominable que l'anéantissement par le travail a-t-elle pu voir le jour ? C'est à ces questions que les contributions réunies par H.K. s'efforcent de répondre.
- 2 Il apparaît ainsi que les détenus travaillant dans les entreprises contrôlées par la SS sont une minorité, à peine 15% de l'ensemble des déportés en septembre 1943. Ce sont surtout la Wehrmacht et les entreprises publiques ou privées qui ont bénéficié de la main d'œuvre à très bon marché en provenance des camps de concentration. Le KZ-Häftling était en effet encore plus avantageux que le travailleur forcé originaire de l'Est. Nombre d'entreprises, notamment de grands Konzern comme l'IG-Farben, Siemens ou Daimler-Benz ont ainsi eu recours à la manne concentrationnaire. Les mécanismes qui conduisent à l'utilisation par les entreprises de la force de travail des détenus ne sont cependant pas faciles à reconstituer. La SS est en effet loin de décider

souverainement des affectations de la main d'œuvre concentrationnaire. Dans le cadre de l'effort de guerre renouvelé sous la direction de Speer, le ministère de l'armement, peuplé de responsables du monde économique, joue un rôle majeur dans l'orientation des flux de détenus destinés à renforcer le potentiel des entreprises mobilisées pour la production de matériel de guerre ou de matières stratégiques.

- 3 Les études monographiques montrent en outre la diversité des situations et des approches historiographiques. Pour P. HAYES, l'utilisation de la main d'œuvre concentrationnaire par l'IG-Farben résulte moins d'une intention délibérée que des contraintes dans la production de caoutchouc synthétique imposées par le pouvoir nazi. Le choix de construire une nouvelle unité de production en Silésie, dans une région pauvre en main d'œuvre, impliquait à court ou à moyen terme l'utilisation de la force de travail des déportés. Ce n'est donc que progressivement que l'IG-Farben aurait pris conscience de son implication de plus en plus grande dans la machinerie exterminatrice nazie, un constat qui n'enlève cependant rien à la lourde responsabilité de l'entreprise dans les épouvantables conditions d'existence qui régnaient à Auschwitz-Monnowitz. Pour K.H. ROTH, qui s'est penché sur le cas de Siemens, la responsabilité des grandes entreprises est plus évidente encore et mérite une analyse plus globale : la mise en œuvre de différentes formes de travail forcé (Ostarbeiter et KZ-Häftlinge) aurait été selon lui l'une des conditions du « rétablissement de l'accumulation du capital que le fascisme allemand a garanti durant la phase de l'armement intensif et de la conduite de la guerre » (p. 168).
- 4 Quelles que soient les interprétations retenues, la responsabilité des entreprises ne laisse aucun doute : chaque établissement ayant eu recours au travail des détenus a dû en formuler la demande auprès de la SS, préparer les infrastructures nécessaires au logement des détenus et appliquer les normes de « sécurité » exigées par la SS. Dans les Außenlager qui se sont multipliés à la fin du conflit, la réalité de l'oppression concentrationnaire n'aurait pu perdurer sans l'assistance apportée par la hiérarchie des entreprises à des responsables SS souvent débordés par la prolifération du système concentrationnaire. Certaines analyses montrent ainsi la virulence des préjugés racistes du personnel affecté à l'encadrement des détenus. La brutalité du traitement infligé à la main d'œuvre concentrationnaire découlerait donc d'une même perception péjorative des détenus, commune aux SS et à l'encadrement des entreprises : aux yeux des uns et des autres, les déportés apparaissent comme un ramassis de « criminels », d'« asociaux » et d'« inférieurs raciaux ». Plus généralement, l'exploitation économique des déportés et la diversité des instances impliquées témoignent de la barbarisation des comportements dans l'Allemagne hitlérienne. L'enfer de Mittelbau-Dora illustre la conjonction des facteurs militaro-techniques (la volonté de fabriquer les V2 à grande échelle et le défi constitué par la mise au point d'armements de haute technologie), économiques (la recherche du profit, d'autant plus assuré que les coûts de développement étaient garantis par le caractère hautement prioritaire du programme) et culturels (la dévalorisation des détenus perçus comme le déchet de l'humanité qui entraîne l'indifférence face aux souffrances infligées) à l'origine de l'anéantissement par le travail.
- 5 Jean SOLCHANY